

Retour sur la « source » du profit

Jean-Marie Harribey¹

Documents pour l'Enseignement Economique et Social, n° 119, mars 2000, p. 39-54.

Telle une mauvaise conscience, la question de l'origine du profit revient périodiquement dans le débat théorique. A chaque fois, c'est l'occasion d'exhumer Marx, le père de l'explication du profit la plus controversée, et aussitôt de le réensevelir parce que sa façon de sortir la théorie du profit du cadre strict de l'économie n'est pas admise par la grande majorité des économistes.

Au cours des dernières décennies, on connut la vague de discussions des années 1960-70 autour du problème dit de la transformation, après que Sraffa² eut exprimé correctement un système de prix de production. Elles aboutirent au constat que deux types de solutions à ce problème étaient envisageables : l'une, allant de Bortkiewicz à Seton et Morishima, ne pouvant admettre les conceptions de Marx (somme des valeurs = sommes des prix de production et somme des plus-values = somme des profits), et l'autre, énoncée presque simultanément par Duménil, Foley et Lipietz, rétablissant l'ensemble de la problématique de Marx.

Par la suite, il y eut un regain d'intérêt pour la question de l'origine du profit au cours des années 1980 quand la théorie keynésienne du circuit³ mit l'accent sur l'anticipation du profit par la création monétaire de crédit qui permet l'accumulation du capital.

Récemment, Henri Denis⁴ est revenu à plusieurs reprises sur ce lancinant problème pour réfuter la théorie de la plus-value de Marx et remettre à l'honneur une thèse de Kalecki⁵ qu'avait reformulée Boulding⁶ en 1950 en situant la source du profit dans le... profit.⁶

Nous voudrions montrer ici que les théories de la valeur et de l'exploitation de Marx restent le cœur d'une analyse du profit pourvu qu'elles soient considérées comme des théories des rapports sociaux et de leurs contradictions au sein d'une économie dont la caractéristique principale est l'accumulation du capital. De plus, ces théories sont parfaitement compatibles avec une présentation circuitiste du capitalisme. Cette démarche nécessite d'emprunter trois voies complémentaires. Il faut d'abord clarifier la distinction entre profit anticipé, profit créé et profit réalisé pour comprendre ce qu'est une « économie monétaire de production » dans les problématiques marxienne et keynésienne. Ensuite, la question du profit ne peut être élucidée sans que soient levées certaines ambiguïtés concernant la question du salaire qui elle-même renvoie à celle du statut de la force de travail. Enfin, une bonne partie des équivoques tient à l'utilisation de ces expressions polysémiques que sont la *source* ou l'*origine* du profit. Nous pourrions alors nous demander si le fait que beaucoup des objections à la théorie de Marx en restent à un stade pré-critique de l'économie politique ne les condamne pas à rester vaines.

1. Profit anticipé, profit créé et profit réalisé

Dans le circuit que suit le capital, à chaque cycle de production, Marx soutient que le capital-argent, sous l'effet du travail productif, grossit d'une plus-value qui provient d'un surtravail non rémunéré, à la condition expresse que la marchandise soit vendue. Marx a symbolisé cela par la formule générale du capitalisme : A' , le capital d'arrivée est supérieur à A , le capital de départ avancé, $A' - A$ étant la plus-value transformée en profit monétaire.

¹ . Professeur agrégé de sciences sociales à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV.

Une première version de ce texte a été présentée au Congrès Marx International II « Le capitalisme : critiques, résistances, alternatives », CNRS – Instituto Italiano Per Gli Studi Filosofici – PUF – Universités de Paris-I et de Paris-X, 30 septembre–3 octobre 1998.

² . Sraffa [1970].

³ . Parguez [1975] ; Poulon [1982] ; Lavoie [1987] ; Barrère [1990].

⁴ . Denis [1995, 1997-a, 1997-b et 1999].

⁵ . Kalecki [1971].

⁶ . Boulding [1962].

⁶ . Denis [1999] prolonge sa théorie sur la genèse du profit par une réfutation de la loi des débouchés de Say que nous ne discuterons pas ici. Sa thèse est que la critique de cette loi au nom de la thésaurisation menée par Marx et Keynes est insuffisante et qu'il faut mettre en avant le fait que la surproduction est possible si la somme des profits distribués et des profits non distribués (correspondant aux investissements nets non financés par l'épargne des ménages) est inférieure aux profits espérés déterminant les prix d'offre de la production.

Henri Denis⁷ rejette l'explication de Marx parce que, dit-il, A' ne peut être supérieur à A ⁸ dans la mesure où le revenu national net d'une période est égal à la somme des revenus versés aux ménages (sous forme de salaires et de profits distribués) et des profits non distribués (qui servent à acheter les biens de production supplémentaires correspondant à la partie de l'investissement net autofinancé ou financé par le crédit). Ainsi, en appelant⁹ U le coût d'usage de la production (consommation de capital fixe et circulant), W les salaires, P les profits distribués et I l'investissement net, F le crédit bancaire accordé aux entreprises, $I - F$ représentant la capacité d'autofinancement, le revenu national net est égal à $W + P + I - F$, et le revenu national brut est égal à $U + W + P + I - F$.

Selon l'analyse développée par Denis, $U + W + P + I - F$ ne peut être différent des sommes que les entreprises reçoivent en vendant leur production. En appelant C la consommation des ménages et S l'épargne des ménages, les recettes nettes des entreprises (hors coût d'usage) sont égales à $W + P - S + I = C + I$, tandis que les recettes brutes (incorporant les ventes correspondant au renouvellement des équipements) sont égales à $U + W + P - S + I = U + C + I$. Et Denis conclut : puisque $U + W + P + I - F$ est nécessairement égal à $U + C + I$, l'inégalité de Marx $A' > A$ est fautive. Autrement dit, le profit ne vient pas de l'exploitation du travail, c'est-à-dire de la plus-value, théorie « qui n'est pas soutenable »¹⁰, mais il « s'engendre lui-même »¹¹ dans la mesure où les entreprises ne réaliseront des profits que si elles en distribuent auparavant ou si elles réalisent des investissements nets non financés par l'épargne des ménages.

Evidemment, l'égalité $U + W + P + I - F = U + C + I$ rappelée par Denis est vraie, mais cela n'implique pas que l'inégalité de Marx $A' > A$ soit fautive car A' représente bien le revenu national brut de la période, mais pas A qui n'est égal, dans l'esprit de Marx, qu'à $U + W$, la différence $P + I - F$ mesurant les profits distribués et non distribués, ces derniers correspondant à l'accumulation nette des capitalistes.

L'analyse de Denis ne résout pas les questions suivantes : d'où vient la monnaie servant aux avances faites pour payer des salaires et éventuellement des intérêts et des dividendes, et d'où vient celle servant à acheter les biens d'investissement net non financés par l'épargne des ménages ? Il n'y a que deux réponses possibles : ou bien cette monnaie circule déjà, et les capitalistes l'avancent, mais alors il ne peut y avoir de profit d'entreprise à l'échelle macroéconomique ; ou bien elle est créée et est validée par l'investissement net.

Il est donc certain que le bouclage du circuit avec profit d'entreprise exige que des revenus monétaires puissent se trouver en face de la partie du produit national correspondant à $A' - A - P = I - F$. Ce bouclage implique l'investissement net, c'est-à-dire l'achat des biens d'investissement net par les entreprises capitalistes à d'autres entreprises, et il n'est possible macroéconomiquement que si une injection de crédit est réalisée : par la création monétaire, le système bancaire anticipe le fait que les entreprises feront du profit et permet la réalisation simultanée du profit non distribué et de l'accumulation. Et cela, Marx l'avait très bien vu¹², tout comme Kalecki, Keynes et Boulding plus tard. On peut faire apparaître ce point à l'aide de la théorie du circuit et aussi des schémas de la reproduction élargie, mais à condition d'abandonner la vision d'une économie de profit sans production qui ressemble fort à l'économie d'échange sans production des néo-classiques.

1.1. L'anticipation et la réalisation du profit dans le circuit

Une représentation simple du circuit économique sous forme comptable emplois-ressources permet de faire l'inventaire des flux de monnaie circulant entre le pôle du système bancaire, celui des entreprises, celui des ménages et celui de l'Etat.¹³

⁷ . Denis [1997-a, p. 228 ; 1997-b, p. 29-30].

⁸ . Tout en reconnaissant que « si des investissements nets sont réalisés par les entreprises au cours d'une année, le capital disponible au début de l'année suivante sera augmenté » [Denis, 1997-a, p. 229].

⁹ . La symbolisation est la nôtre car Denis en donne différentes dans ses diverses contributions.

¹⁰ . Denis [1997-b, p. 4].

¹¹ . Denis [1997-b, p. 34].

¹² . A dire vrai, il semblerait que Marx ait davantage insisté sur une augmentation de la masse monétaire en circulation soit par le biais d'une déthésaurisation, soit par celui de l'augmentation de la production de métaux précieux, que sur une création de monnaie de crédit [Marx, 1968, p. 720-722].

¹³ . Nous reprenons pour l'essentiel les notations de Poulon [1996], tout en modifiant légèrement la présentation des flux entre les pôles : ainsi, le flux F figure en emplois et ressources des banques pour signifier que la création de

Banques		Entreprises		Ménages		Etat	
F	S_p	U	U	C	W	G	M
M	S_t	I	I	S	P		
Π_{-1}	Π	W	G				
S_p	F	P	C				
		Π	S_p				
			Π_{-1}				

Au cours d'une période, le système bancaire dans son ensemble accorde un crédit F aux entreprises que celles-ci rembourseront et un crédit M à l'Etat qui correspond à une création de monnaie de banque centrale. Les entreprises utiliseront leur épargne ou profit non distribué de la période antérieure Π_{-1} déposé auprès des banques ordinaires pour autofinancer une partie de leurs investissements.¹⁴ Elles déposeront en fin de période leur profit non distribué de la période Π en banque.

Les ménages déposeront leur épargne S auprès des banques ordinaires, mais ils en utiliseront une partie S_p pour acheter des titres émis par les entreprises, l'autre partie S_t étant thésaurisée, la somme des deux $S_p + S_t = S = F + M$.

L'Etat effectue des dépenses G , par exemple des investissements publics. On supposera pour simplifier que ce sont des dépenses au-delà de celles financées par l'impôt et qui sont donc financées en totalité par création monétaire.

Pour une période donnée, les recettes des entreprises sont la somme de leurs ventes aux entreprises ($U + I$), aux ménages (C) et à l'Etat (G), c'est-à-dire $U + I + C + G$. Leurs charges de cette période sont $U + W + P$.

Le profit non distribué des entreprises de la période est :

$$\Pi = U + I + C + G - (U + W + P) = I + C + G - C - S$$

$$= I + M - S \quad (1)$$

$$= I - F \quad (2).$$

Il peut encore être exprimé en considérant le compte du système bancaire dans son ensemble:

$$\Pi = F + M + S_p + \Pi_{-1} - (F + S_p + S_t) = \Pi_{-1} + M - S_t \quad (3).$$

En rapprochant (1) et (3):

$$I + M - S = \Pi_{-1} + M - S_t \Leftrightarrow I - S = \Pi_{-1} - S_t$$

$$\Leftrightarrow I = \Pi_{-1} + S_p \quad (4).$$

Cependant, le profit monétaire non distribué des entreprises ne peut être réalisé sur la base des seules ressources monétaires résultant de l'avance faite par les capitalistes et mesurée par $U + W + P$.¹⁵ En effet, cette avance reflue vers les entreprises sous forme soit de consommation de capital, soit de consommation finale, soit d'achats de titres ; mais, pour qu'une quantité de monnaie vienne se porter acquéreur des biens d'investissement net et des biens d'investissement public, il faut que cette monnaie soit injectée de manière volontariste. L'injection de monnaie privée au travers d'un flux F suffit-elle ? Cela pourrait suffire si le système bancaire n'était

monnaie de banque s'éteint au moment du remboursement ; le flux F pourra alors être distingué de M qui correspond à la création de monnaie centrale qui ne s'éteint pas et vient grossir le stock de monnaie. Tous les flux correspondent à des opérations sur biens et services (U, I, C, G) ou à des opérations de répartition (W, P) ou à des opérations financières ($F, S, S_p, S_t, M, \Pi_{-1}, \Pi$).

¹⁴ . Lavoie [1987, p. 88-89] rappelle que Joan Robinson avait montré que « si l'investissement détermine le profit réalisé il n'en reste pas moins que le profit courant est l'un des déterminants du profit anticipé, lui-même déterminant de l'investissement ». Cela ne suffit certes pas pour en tirer la conclusion que le profit réalisé et non distribué va servir à financer tout l'investissement de la période suivante mais il n'y a aucune raison de penser qu'il ne servira pas à en financer au moins une partie.

¹⁵ . Dans sa formule, Marx n'inclut pas dans les avances A les profits distribués notés ici P , mais le fait de les y inclure n'altère pas le raisonnement puisque si les avances $U+W+P$ ne suffisent pas pour réaliser le profit, *a fortiori* $U+W$ n'y suffiront pas.

composé que d'une seule banque. Ce n'est pas le cas. Dès lors, la compensation entre banques exigeant une monnaie publique, l'injection du flux F nécessite elle-même l'injection d'un flux M de monnaie de banque centrale qui ne peut être émise qu'en contrepartie d'une avance à l'Etat, d'une avance à l'étranger ou d'un refinancement des banques ordinaires. Dira-t-on que la création monétaire s'effectue *ex post*, après avoir constaté l'impossibilité de boucler le circuit sans elle, l'impossibilité de réaliser l'accumulation du capital ? Non, d'un point de vue logique, elle s'effectue *ex ante*, parce que, sans elle, le processus de production capitaliste dans son ensemble ne serait pas inauguré.¹⁶ D'un point de vue pratique, les entreprises capitalistes anticipent un volume de production qu'elles pensent pouvoir vendre, par là-même, elles anticipent leur profit, et elles expriment auprès du système bancaire la demande de crédit indispensable au lancement de la production en vue de réaliser du profit. Mais les banques ordinaires ne pourraient anticiper le résultat du processus de production, c'est-à-dire ne pourraient pré-valider¹⁷ le travail social effectué au cours de ce processus si elles n'étaient pas certaines que la banque centrale valide leur pré-validation. L'accumulation nette du capital qui n'est autre chose que la réalisation du profit monétaire non distribué nécessite donc absolument la présence d'une banque centrale qui ait le pouvoir d'émettre de la monnaie en plus de celle que Lipietz appelle « endogène au système économique »¹⁸. Ainsi, avant même que Keynes ait pensé que l'intervention de l'Etat était nécessaire pour remédier à une situation de sous-emploi, Marx avait montré que l'existence d'un Etat était indispensable pour que les rapports sociaux capitalistes puissent s'étendre sur une échelle toujours plus grande, ce qui est la définition même de l'accumulation du capital.

L'examen des équations (1), (2) et (3) montre de manière équivalente que l'accumulation est réalisée, c'est-à-dire le profit non distribué est positif :

- si l'investissement et la création monétaire additionnés sont supérieurs à l'épargne : $I + M > S$;
- ou bien si l'investissement net de la période est supérieur à l'endettement des entreprises auprès des banques : $I > F$;
- ou bien si la capacité d'autofinancement des entreprises en début de période augmentée de la création monétaire est supérieure à la thésaurisation des ménages de la période : $\Pi_{-1} + M > S_t$.¹⁹

On remarquera que l'équation (1) permet de retrouver l'identité keynésienne entre l'investissement total privé et public d'un côté et l'épargne totale des ménages et des entreprises de l'autre : $\Pi = I + M - S \Leftrightarrow I + M = S + \Pi \Leftrightarrow I + G = S + \Pi$. Enfin, le rapport entre, d'une part, la masse des revenus induits par l'injection de monnaie et distribués aux ménages au cours de la période et, d'autre part, l'injection de monnaie pour impulser la production est le multiplicateur keynésien, c'est-à-dire l'inverse de la propension à épargner des ménages : $(W + P) / (F + M) = (W + P) / S$.

1.2. L'anticipation, la création et la réalisation du profit dans les schémas de la reproduction élargie

Les mêmes conclusions que précédemment peuvent être retrouvées grâce aux schémas établis par Marx dans le *Livre II* du *Capital*.

En adoptant les hypothèses et les notations suivantes :

- la section 1 produit les biens de production ;
- la section 2 produit les biens de consommation ;
- c_1 et c_2 sont respectivement les quantités de biens de production utilisés par les sections 1 et 2 ;
- v_1 et v_2 sont respectivement les quantités de biens de consommation que les salaires versés dans chaque section permettent aux salariés d'acheter ;

¹⁶ . Combemale et Quilès [1990, p. 207-211] montrent qu'une économie capitaliste sans endettement n'aurait pas de sens.

¹⁷ . Lipietz [1983, p. 147] parle d' « anté-validation ».

¹⁸ . Lipietz [1983, p. 151] : le système économique est entendu ici comme le secteur privé. Zerbato [1990, p. 104] parle de « dualité » d'une monnaie endogène privée et d'une monnaie exogène publique ; voir aussi Zerbato [1989].

¹⁹ . Ce n'est pas notre sujet ici, mais on peut remarquer avec l'équation (3) que l'accumulation du capital s'élargit de plus en plus si, de période en période, $\Pi - \Pi_{-1} > 0 \Leftrightarrow M - S_t > 0$, c'est-à-dire si la création de monnaie de banque centrale excède la thésaurisation des ménages. Sur ce point, voir Zerbato [1988-b].

p_1 et p_2 sont respectivement le prix de production des biens de production et le prix de production des biens de consommation ;²⁰

r est le taux de profit uniforme ;

α est la part des profits accumulée et $1-\alpha$ celle qui est consommée par les capitalistes.

En début de période, la section 1 a reçu des commandes de 1 et 2 dont le montant est : $c_1 p_1 + c_2 p_1$;

la section 2 a reçu des commandes de 1 et 2 : $v_1 p_2 + v_2 p_2$.

Ces commandes correspondent aux avances en capital productif des capitalistes des deux sections. En fin de période, chacune pourrait livrer ces commandes et percevoir l'argent correspondant. Mais aucune des deux ne pourrait acheter les biens qui permettraient à l'autre de « réaliser » la plus-value que l'emploi de la force de travail leur a permis de créer. Il n'y a donc pas possibilité d'investir et d'enclencher l'accumulation. Pour que cela soit possible, il faut qu'en début de période, le système bancaire ait fait l'avance correspondant à l'anticipation des profits²¹, le montant anticipé de ces derniers étant²²:

$$r (c_1 p_1 + v_1 p_2 + c_2 p_1 + v_2 p_2).$$

A ce moment-là, le profit monétaire est possible de même que la reproduction élargie puisque chaque section a en sa possession :

$$1 : c_1 p_1 + c_2 p_1 + \alpha r (c_1 p_1 + v_1 p_2 + c_2 p_1 + v_2 p_2)$$

$$2 : v_1 p_2 + v_2 p_2 + (1-\alpha) r (c_1 p_1 + v_1 p_2 + c_2 p_1 + v_2 p_2).$$

Le circuit du capital est ainsi bouclé à condition de distinguer la monnaie de crédit privée sur laquelle pèse la contrainte de remboursement en fin de période de circuit et la monnaie de crédit centrale sur laquelle ne pèse pas une telle contrainte.

La critique d'Henri Denis de la théorie de Marx fait donc l'impasse sur la distinction opérée par Marx entre la création du surproduit physique dont la plus-value sera l'équivalent monétaire et la réalisation de celle-ci, c'est-à-dire son *apparition* sous forme de profit monétaire au moment de la vente du surproduit physique. Entre le moment où le profit est pensé comme objectif par les capitalistes et celui où il est perçu par eux, il y a trois étapes, celle où il est anticipé, celle où son équivalent physique est créé par la force de travail, celle où il est réalisé monétairement. Ces trois étapes ne sont ni plus ni moins que les diverses phases de la métamorphose du capital décrites par Marx : phases de circulation, de production et de circulation.

Le *miracle* du bouclage du circuit ne tient pas au fait que « le profit a sa source dans le profit » comme le dit Denis²³, mais il tient à l'anticipation du profit par le système bancaire, c'est-à-dire à l'anticipation que la force de travail est capable de valoriser le capital, à la condition que la production trouve en face d'elle un pouvoir d'achat équivalent dont une partie pourrait être distribuée hors crédit et l'autre qui ne peut l'être que par le biais du crédit. Sans cette anticipation, la production ne serait pas lancée, la force de travail ne serait pas engagée et aucune « valeur ajoutée » ne verrait le jour. En d'autres termes, le tort de Denis et bien sûr de tous les économistes adversaires de la loi de la valeur de Marx est de faire du profit un revenu *préexistant* qu'il suffirait de *prélever* au passage alors qu'il est un revenu *créé* dans un processus dialectique de mise en œuvre de la force de travail dont le résultat se trouve validé par la reconnaissance de son caractère socialement utile dans l'échange marchand. Autrement dit, il y a une règle du circuit, énoncée par Alain Barrère : « *Le circuit est un processus circulatoire de flux de liquidités monétaires itératifs, qui peuvent se muer en d'autres formes monétaires mais ne peuvent engendrer de nouvelles richesses liquides.* (...) Ce qui signifie qu'en fin de circuit on ne peut trouver plus de richesse qu'il n'en a été introduit en un point quelconque de l'itinéraire. On ne peut donc découvrir, au terme du circuit, un profit monétaire, dont le montant n'aurait pas été

²⁰ . Sur cette présentation inhabituelle qui tient compte du fait que les moyens de production s'échangent à leur prix de production, voir Harribey [1998-a].

²¹ . Ici, dans le schéma marxien, l'anticipation porte sur le montant global du profit parce qu'il n'est pas tenu compte du phénomène du multiplicateur.

²² . Ce montant est pris du côté de l'offre. On obtient le même montant à partir du côté de la demande :

$$\alpha r (c_1 p_1 + v_1 p_2 + c_2 p_1 + v_2 p_2) + (1-\alpha) r (c_1 p_1 + v_1 p_2 + c_2 p_1 + v_2 p_2).$$

²³ . Denis [1997-a, p. 232].

intégré, sous une autre forme-monnaie, en un point quelconque du processus circulatoire. »²⁴ Mais il y a un corollaire à cette règle que nous formulons ainsi : *aucune forme de monnaie, à prix fixés, ne peut être introduite en un point quelconque du circuit si elle ne correspond pas à une production réalisée ou anticipée, c'est-à-dire à une valeur ou à une valeur pré-validée, ou encore à du travail social déjà reconnu utile ou dont la reconnaissance est anticipée.*²⁵

Il faut enfin dissiper un malentendu au sujet de la théorie marxienne de la valeur qui aboutit souvent à un contresens : contrairement à ce que laissent entendre beaucoup d'interprétations, maints écrits de Marx attestent que, pour lui, la valeur n'apparaît pas avant l'échange ni en dehors de celui-ci, l'acte productif ne suffisant pas pour qu'il y ait *réalisation* de valeur. Le travail privé (consacré à produire telle marchandise) trouve sa reconnaissance sociale par la vente sur le marché. Il écrit : « Enfin, aucun objet ne peut être une *valeur* s'il n'est une chose utile. S'il est inutile, le travail qu'il renferme est dépensé inutilement, et conséquemment ne crée pas de valeur. »²⁶ ; ou encore : « C'est seulement dans leur échange que les produits du travail acquièrent comme valeurs une existence sociale identique et uniforme, distincte de leur existence matérielle et multiforme comme objets d'utilité. Cette scission du produit du travail en objet utile et en objet de valeur s'élargit dans la pratique dès que l'échange a acquis assez d'étendue et d'importance pour que des objets utiles soient produits en vue de l'échange, de sorte que le caractère de valeur de ces objets est déjà pris en considération dans leur production même. »²⁷ Jacques Bidet propose même d'abandonner l'expression *théorie de la valeur-travail* : « Ce qui a été traditionnellement désigné comme théorie de la "valeur-travail", c'est-à-dire l'exposé qui ouvre *Le Capital*, doit donc en réalité être appréhendé comme *théorie de la valeur-travail-utilité dans une structure de marché.* »²⁸ Le reproche de Denis – « le travail crée les "valeurs d'usage" et non pas les valeurs d'échange »²⁹ – ne peut donc être adressé à Marx qui avait distingué travail concret et travail social abstrait à l'origine respectivement des premières et des secondes. En revanche, il est justifié pour les classiques.

La loi de la valeur énoncée par Marx réunit les deux pôles de la marchandise dont Aristote avait esquissé le premier l'articulation reprise plus tard par Smith³⁰ et Ricardo³¹ : valeur d'usage et valeur d'échange, cette dernière étant la mesure du phénomène valeur. Les difficultés conceptuelles viennent du fait que le mot *valeur* désigne tantôt le phénomène et tantôt la grandeur de ce phénomène. Le phénomène de la valeur doit sa raison d'être au travail reconnu socialement utile, et sa grandeur est donnée par la quantité de ce travail qui est validée à travers la loi capitaliste de l'établissement d'un taux moyen de profit.³² Bien que l'expression n'ait pas cessé d'être ambiguë depuis Marx, la *loi de la valeur* de Marx n'est pas la théorie de la valeur-travail au sens ricardien, elle est la *théorie de la valeur-travail abstrait validé par le marché sur lequel joue la concurrence des capitaux provoquant une tendance à l'égalisation des taux de profit.* C'est ainsi que nous l'entendrons dans la suite de cet article.

S'il suffisait, pour que les entreprises réalisent des profits, qu'elles présupposent que ceux-ci existeront par le miracle d'une prophétie auto-réalisatrice ou d'une génération spontanée,

²⁴ . Barrère [1990, p. 28], souligné par l'auteur.

²⁵ . D'ailleurs, Denis est obligé de reconnaître que lorsque le capitaliste achète des biens avec son profit, il prélève une partie du produit net. Mais ce n'est pas seulement au moment de cet achat qu'il y a prélèvement : lorsque le profit est perçu, il y a déjà un prélèvement sur l'équivalent monétaire d'une partie de la production.

²⁶ . Marx [1965, p. 568].

²⁷ . Marx [1965, p. 607].

²⁸ . Bidet [1990, p. 206].

²⁹ . Denis [1997-a, p. 233 ; 1997-b, p. 83].

³⁰ . Smith [1991, tome 1, p. 96].

³¹ . Ricardo [1992, p. 52].

³² . Il faut noter cependant que l'expression « transfert de plus-value » d'un secteur capitaliste à l'autre, en usage dans toute la littérature marxiste et dans Marx lui-même, est malheureuse et ambiguë ; de ce fait, elle est trompeuse et donc largement fautive. La valeur d'échange n'étant constatée qu'au moment de sa réalisation monétaire, si la marchandise est vendue au taux moyen de profit, alors il y a par le biais des prix de production, une fraction de l'équivalent monétaire du travail effectué dans certaines branches qui se trouve être absente du prix de ces branches et présente dans le prix de certaines autres. Ce n'est donc pas un transfert d'une valeur qui préexisterait à la vente, c'est un transfert d'équivalent monétaire de travail. Dès lors, on ne peut accuser Marx d'avoir cru que certaines entreprises faisaient des « cadeaux » [Denis, 1997-b, p. 156] à d'autres car il s'agit du fonctionnement normal de la concurrence entre les capitaux.

elles pourraient se passer de force de travail. Mais, jusqu'à nouvel ordre, pour vendre des produits, il faut encore les fabriquer.³³

2. Le profit et le statut de la force de travail

Parmi les critiques de la théorie de la plus-value de Marx et de la théorie de la valeur qui la sous-tend, la plus récurrente depuis un siècle et demi est celle qui est issue de la remise en cause de la solution proposée par Marx pour « transformer » les valeurs en prix de production. Marx savait déjà pourquoi sa solution était erronée sur le plan formel³⁴ mais il n'a pas pu en proposer la correction puisque les théorèmes de l'algèbre matricielle ne furent démontrés qu'au début du XX^e siècle. Bien qu'il faille, à notre sens, comprendre la loi de la valeur de Marx comme une théorie des rapports sociaux beaucoup plus que comme une théorie des rapports d'échange entre des objets, cette analyse des rapports sociaux se doit de proposer une explication cohérente du profit. Celle-ci, nous le savons aujourd'hui, n'est pas possible avec le modèle de la transformation des valeurs en prix de production laissé par Marx. De la longue discussion, relancée par la publication du modèle de Sraffa, qui a opposé, dans les années 1960-70, néo-classiques, néo-ricardiens et marxistes, on peut retenir deux choses. D'abord, l'établissement d'une correspondance biunivoque entre un *système* de quantités de travail et un *système* de prix est possible, cela étant maintenant démontré³⁵. Ensuite, selon que l'on adopte une définition du salaire comme prix du panier de subsistance ou comme traduction du rapport de forces entre salariés et capitalistes, soit on aboutit à une transformation des valeurs-travail en prix de type Morishima³⁶ dans laquelle les deux égalités marxiennes *somme des valeurs = somme des prix* et *somme des plus-values = somme des profits* ne peuvent être vérifiées simultanément, soit on aboutit à une formalisation de type Foley-Duménil-Lipietz³⁷ dans laquelle il est possible de transformer les valeurs ajoutées *nettes* et non plus *brutes* et de conserver alors la double égalité ci-dessus.

Mais peut-on départager les deux solutions ? Y a-t-il une ou des raisons pour choisir entre les deux ? Le choix a-t-il une incidence sur l'explication du profit ? On peut répondre positivement à ces questions à condition de clarifier les concepts de salaire et de force de travail. Or, sur ces deux points, Marx a renouvelé l'analyse du salaire de l'économie politique classique mais tout en restant partiellement prisonnier de celle-ci.

La position ambiguë adoptée par Marx est reflétée par la multiplicité du vocabulaire : valeur de la force de travail, prix de la force de travail, salaire réel, salaire monétaire. Alternativement Marx utilise, ou fait référence à, l'une ou l'autre de ces notions. Les marxistes ultérieurs ont perpétué l'ambiguïté pour n'avoir pas su démêler l'écheveau du statut de la force de travail et de la détermination du salaire.

2.1. Le statut de la force de travail

On a tellement l'habitude de lire dans Marx ou sur Marx que la force de travail est devenue avec le capitalisme une marchandise comme les autres, et qu'elle est vendue par le salarié au capitaliste, qu'il pourrait paraître étonnant de s'interroger sur cette affirmation. Pourtant, il y a dans l'œuvre de Marx matière à interrogation.

La force de travail est-elle une marchandise ? On met de côté bien sûr le cas des petits producteurs indépendants qui utilisent leur force de travail pour leur propre compte. Alors, la force de travail salariée est-elle une marchandise, une marchandise comme toutes les autres ?

On pourrait répondre positivement sans hésitation à la question si la force de travail était produite. Parce qu'en effet il ne suffit pas qu'une chose soit vendue pour qu'elle soit une marchandise. Il faut qu'elle ait été produite avant d'être vendue. Par exemple, la Joconde de Vinci peut être vendue à un certain prix, elle n'est pas pour autant une marchandise produite et reproductible en série dont le travail de fabrication constituerait le fondement de sa valeur. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Ricardo avait commencé par définir ce qu'était une

³³ . Même sur un marché à terme, un produit dérivé ne se vend que parce qu'il y a ou il y aura un produit tout court.

³⁴ . Marx [1968, p. 957].

³⁵ . Pasinetti [1985, p. 154].

³⁶ . Morishima [1973].

³⁷ . Foley [1982] ; Duménil [1980] ; Duménil, Roy [1982] ; Lipietz [1983]. Leur solution s'inspire d'indications laissées par Marx [1968, p. 953].

marchandise avant d'en étudier la valeur, et avait donc exclu de sa définition les objets uniques et œuvres d'art. Marx lui resta fidèle sur ce point.

Or, s'agissant de la force de travail, si on peut s'accorder pour observer qu'elle est vendue³⁸, il est beaucoup plus difficile de démontrer qu'elle est produite en série selon des normes standard, *capitalistement*. En effet, les biens consommés par le salarié ont été, lors de leur fabrication, l'occasion d'une production de plus-value, ils contiennent donc une plus-value, mais lorsqu'ils sont utilisés comme matière première pour « produire » la force de travail, il n'y a aucun travail générateur de plus-value. Ces matières premières transmettent leur propre valeur sans création de surplus nouveau. Autrement dit, la « production » de la force de travail n'est pas une vraie production : il n'y a pas de valeur ajoutée et de ce fait, la « valeur » de la force de travail ne peut être transformée en prix de production.³⁹ Pour cette raison, certains auteurs ont proposé de considérer la force de travail comme une sorte de ressource naturelle qui aurait un prix mais pas une valeur dans le sens de réductible à une quantité de travail incorporée.⁴⁰

On parle certes de reproduction de la force de travail. Comment pourrait-elle être reproduite si elle n'est pas produite ? Sans trancher prématurément entre les deux conceptions, considérons qu'elles ont pour conséquence d'aboutir à des explications du salaire différentes.

2.2. La détermination du salaire

La conception du salaire dont Marx hérite de la part des classiques est celle considérant que le salaire est déterminé par la quantité de marchandises dont le salarié a besoin pour se maintenir en vie et se... reproduire. On ne saura jamais si ce dernier verbe doit s'entendre au sens biologique, économique, ou les deux à la fois. C'est cette conception que systématisera Ferdinand Lassalle dans sa célèbre loi d'airain des salaires selon laquelle le salaire est toujours ramené au niveau du minimum de subsistance à cause de l'augmentation de la population qu'entraînerait toute hausse du salaire.

Cette conception du salaire comme valeur du panier de marchandises est totalement cohérente avec l'idée que la force de travail est une marchandise dont la valeur est, comme celle de toutes les autres, déterminée par la quantité de travail nécessaire à sa propre production. Le fait d'y introduire comme Marx un élément historique en considérant que le panier minimum évolue dans le temps avec l'augmentation de la productivité et du niveau de vie moyen ne change pas la nature de ce salaire.

Très souvent, dans beaucoup de textes, Marx adopte cette conception⁴¹. Mais il fait appel aussi fréquemment⁴² à une conception dont on pourrait croire qu'elle s'harmonise avec la précédente et la complète mais dont on va voir qu'elle lui est largement contradictoire.

Marx considère en effet que, compte tenu d'un état donné du développement définissant la norme moyenne de subsistance, le salaire est le résultat d'un rapport de forces entre capitalistes et salariés. Par conséquent, on pourrait dire : le panier de marchandises définit un seuil par rapport auquel se fixe définitivement le salaire en fonction du résultat de la lutte des classes à un moment donné. Mais alors, comment peut-on prétendre que le salaire dépend tendanciellement de la quantité de travail nécessaire à la reproduction de la force de travail (celui que Marx appelle travail nécessaire, sous-entendu nécessaire à la production des biens de subsistance) et en même temps que la longueur de la journée du travail dépend de la lutte sociale, sachant que la longueur de la journée influe sur le partage de celle-ci entre temps nécessaire au salarié et surtravail ?⁴³

La première conception est typiquement une conception du salaire réel alors que la seconde est une conception du salaire monétaire puisque les salariés ne luttent jamais pour obtenir tel ou tel panier de marchandises mais pour tel ou tel salaire monétaire (encore moins, les capitalistes n'achètent les biens de consommation nécessaires aux travailleurs). Alors, on pourrait objecter qu'il s'agit d'une querelle byzantine puisque le salaire réel est égal au rapport du salaire monétaire et des prix des marchandises achetées pour être consommées. Mais l'objet de la discussion porte sur le sens de la détermination. Est-ce que c'est la valeur des biens de

³⁸ . Encore que certains fassent remarquer à juste titre qu'il conviendrait de dire « louée ». Voir Gouverneur [1987, p. 17].

³⁹ . Emmanuel [1985, p. 136].

⁴⁰ . De Vroey [1985] Gouverneur [1987].

⁴¹ . Marx [1965, chapitres VI à IX du *Capital*, *Livre I*].

⁴² . Marx [1968, chapitre XXVII du *Capital*, *Livre III*, notamment p. 1466 et 1469].

⁴³ . « La création d'une journée de travail normale est par conséquent le résultat d'une guerre civile longue, opiniâtre et plus ou moins dissimulée entre la classe capitaliste et la classe ouvrière. » [Marx, 1965, p. 833 ; voir aussi p. 807].

consommation et leur quantité qui déterminent le salaire monétaire comme le sous-entend la conception du salaire panier, ou bien est ce le niveau du salaire monétaire qui détermine la quantité de biens qu'il permet d'acheter ? Dans un cas, c'est la valeur de la force de travail qui détermine, via le prix des biens de consommation, le salaire. Dans l'autre, c'est le salaire qui détermine, via le taux de profit et les prix de production, le prix de la force de travail.

Dans le premier cas, on part de l'idée que la force de travail est une marchandise comme les autres, qui a une valeur déterminée comme celle des autres, et on arrive à une conception du salaire réel, tout à fait classique et en partie marxienne.

Dans le second, on part de l'idée que la force de travail n'est pas une marchandise ou tout au moins que ce n'est pas une marchandise comme les autres, qui n'a pas sa valeur déterminée *a priori* par une quantité de travail incorporée, mais qui a un prix qui résulte d'un rapport de forces pour le partage du revenu national, le salaire étant une variable de répartition, et on aboutit à une conception marxienne, non pure car hésitante, et keynésienne.⁴⁴

Cette discussion sur la notion de salaire a au moins trois conséquences théoriques :

- Faut-il considérer les salaires plus élevés des travailleurs qualifiés comme la conséquence du coût de leur formation ou faut-il les considérer comme celle de leur position de force meilleure face au patronat ?⁴⁵

- Faut-il considérer le salaire monétaire comme une variable endogène ou exogène ? C'est-à-dire comme une variable expliquée par les conditions économiques, les structures productives ou comme une variable largement extérieure à celles-ci, mais beaucoup plus sociale et institutionnelle ? C'est véritablement cette seconde hypothèse qui sera la plus explorée par la recherche contemporaine, non pas en éliminant complètement la première mais en essayant de les articuler : surtout par l'école de la régulation mais aussi par d'autres courants, tels les néo-ricardiens et les conventionnalistes.

- Enfin le choix de l'une ou l'autre conception du salaire modifie la façon dont on résout le problème de la transformation des valeurs en prix de production et finalement la façon dont on explique le profit. Si l'on adopte la conception du salaire réel faisant de celui-ci la valeur du panier de marchandises nécessaires à la « reproduction » de la force de travail supposée connue avant péréquation du taux de profit, alors la plus-value est également supposée connue *a priori* ; dans ces conditions, on aboutit à une contradiction logique au sein de la problématique marxienne car les égalités *somme des valeurs = somme des prix* et *somme des plus-values = somme des profits* ne sont pas des hypothèses compatibles, et l'on ne peut plus faire dériver le taux de profit du taux de plus-value. De ce point de vue, Denis a raison de rappeler⁴⁶ qu'on ne peut faire comme si le salaire réel était connu avant les prix, ou, ce qui revient au même, comme s'il était payé en nature, ni adopter comme Sraffa le taux de profit comme variable exogène car il est un résultat du processus de détermination des prix.

En revanche, si l'on adopte une conception du salaire monétaire, les objections adressées à la théorie de l'exploitation de Marx tombent. D'une part, le salaire n'est pas un prix économique, c'est un « prix » social, car il est le résultat de la confrontation sociale pour le partage du revenu national. Il s'ensuit que le salaire monétaire équivaut à une certaine fraction d'heures de travail payées, et la plus-value est alors la fraction d'heures restantes ; le taux de plus-value *m* est le rapport de deux fractions d'heures calculées *a posteriori*⁴⁷ en mesurant la part des salaires monétaires (*W*) dans la valeur ajoutée nette exprimée elle aussi monétairement (*W + P + II*) :

$$m = \frac{W + P + II}{W} - 1 = \frac{P + II}{W} .$$

⁴⁴. La conception du travail ou de la force de travail a aussi des répercussions sur celle du « marché » du travail. Il n'est pas étonnant que les classiques considèrent qu'il existe un marché du travail et que Marx, en partie, et Keynes, totalement, considèrent qu'il n'y a pas de marché du travail à proprement parler. On pourrait ajouter que Polanyi [1983, chapitre 6, essentiellement p. 106-108] disait que le fait de considérer le travail comme une marchandise était une fiction qui avait permis d'organiser le marché du même nom.

⁴⁵. Nous laissons ici de côté cette première conséquence que nous avons abordée dans Harribey [1997-a].

⁴⁶. Denis [1997-a, p. 231].

⁴⁷. Duménil [1980, p. 73] explique que « la question de l'exploitation est réglée lorsque capitalistes et prolétaires se quittent au terme de leur contrat, donc avant que soit opéré l'acte de consommation (...) – d'où la terminologie *a priori* ». Si nous choisissons d'inverser la terminologie, cela ne trahit pas le point principal : l'exploitation est bien réglée *a priori* mais sa mesure ne peut se calculer qu'*a posteriori*.

En divisant le prix du produit net par la quantité de travail vivant, on obtient l'équivalent monétaire d'une unité de travail vivant. En divisant le taux de plus-value par cet équivalent-monnaie, on obtient, *ex post*, le taux de plus-value comme le rapport de deux quantités de travail. La séparation entre ce que Marx appelait travail nécessaire et surtravail apparaît alors. Ce faisant, on a cessé de voir le taux de plus-value comme le rapport de deux paniers de marchandises, celui auquel n'ont pas accès les salariés et celui qui leur est concédé. De la même façon, on peut calculer *a posteriori* l'équivalent-travail du profit mais ce sera un surtravail réalloué parce qu'on ne peut observer que celui-là, ce qui n'enlève pas le surtravail comme source première du profit.

D'autre part, les salaires monétaires ou nominaux servent à acheter des biens de consommation à des prix « transformés » c'est-à-dire incorporant le taux moyen de profit.⁴⁸ Il en résulte que l'on peut établir une relation entre le taux de profit conforme à la définition de Marx et le taux de plus-value redéfini comme ci-dessus par le biais d'une composition organique du capital exprimée en prix de production.⁴⁹

Le fait que le taux de plus-value ne puisse être *calculé* avant de connaître le profit monétaire n'élimine pas l'exploitation. Et on est un peu surpris de lire sous la plume de Denis : « La théorie marxiste de la valeur fait entrer les relations économiques dans la sphère des rapports mécaniques entre les objets matériels, alors que ces relations appartiennent bien évidemment à la vie sociale des hommes. Certes il s'agit d'un aspect de cette vie sociale qui se situe au plus près des faits matériels puisque les biens produits et consommés sont des objets matériels. Mais cela n'est pas une raison qui puisse justifier que l'on traite les valeurs d'échange comme des qualités de ces objets analogues à leurs qualités matérielles. La valeur d'échange n'est pas davantage explicable par la quantité de travail incorporée à un bien que la puissance de la loi n'est explicable par le nombre des représentants du peuple qui l'ont votée. »⁵⁰ On est surpris d'abord parce que Marx a passé sa vie à dénoncer le fétichisme de la marchandise : les rapports entre les choses dissimulent les rapports entre les hommes et entre les classes sociales. Ensuite, Marx n'a cessé de répéter que la valeur ne résultait pas du travail comme le croyaient les classiques parce que la valeur n'est pas une propriété immanente, intrinsèque de l'objet, bien que celui-ci soit le produit du travail, pas plus qu'elle ne résulte de l'utilité comme le croient les néo-classiques ; la valeur résulte, disait Marx, d'un travail social rendu abstrait par des conditions socio-historiques précises : la marchandise n'existe que dans certains rapports sociaux.

La critique de l'économie politique s'imposait donc puisqu'elle laissait entendre que le travail concret privé possédait cette vertu naturelle de conférer aux biens une valeur. La critique des fausses objections à la critique de l'économie politique s'impose encore aujourd'hui puisqu'elles ignorent sciemment que pour Marx les travaux privés ne sont pas utiles sans médiation de l'échange. Seul, « le travail que "représente" la monnaie, lui, est "canonisé" *a priori* social par une décision de la société ou de son "représentant", l'Etat »⁵¹. Contrairement à certaines interprétations, on retiendra de Marx qu'il n'y a pas, d'un côté, la valeur en heures de travail, et de l'autre, le prix en monnaie. En effet, sur le marché, il n'y a jamais des heures de travail mais des prix monétaires car le travail abstrait ne se révèle que sur le marché. Donc, la validation des travaux concrets privés sur le marché s'effectue par l'expression de travaux abstraits échangés directement en monnaie. La valeur comme expression du travail socialement

⁴⁸ . « En outre, le prix moyen du travail, c'est-à-dire la valeur de la force de travail, est déterminé par le prix de production des subsistances nécessaires » [Marx, 1968, p. 1466]. « Quant au capital variable, le salaire journalier moyen est certes toujours égal à la valeur produite pendant le nombre d'heures que l'ouvrier doit fournir pour produire les moyens nécessaires à sa subsistance. Mais l'écart entre les prix de production de ces subsistances et leurs valeurs fausses ce nombre d'heures lui-même. » [Marx, 1965, p. 953]. On pourrait également se référer au passage où Marx [1968, p. 1467-1471] dénonce l'illusion qui consiste à croire que la valeur *se forme* par la somme des revenus qui la composent, salaire, profit et rente, au lieu de voir dans ces éléments une décomposition de la valeur créée, passage qu'il conclut ainsi : « Quant à la partie de valeur qui se résout en salaire, elle ne provient pas du fait qu'elle revêt cette forme du salaire, c'est-à-dire du fait que le capitaliste avance à l'ouvrier, sous forme de salaire, la part de son propre produit, mais du fait que l'ouvrier produit un équivalent correspondant à son salaire, c'est-à-dire qu'une partie de son travail quotidien ou annuel produit la valeur contenue dans le prix de sa force de travail. » [Marx, 1968, p. 1469].

⁴⁹ . La problématique marxienne est donc différente des problématiques classique et sraffaïenne. Toutefois, il est possible de passer du système de Sraffa à celui de Marx : nous avons rédigé une annexe à cet article (que nous tenons à disposition) dans laquelle nous donnons la formulation de ce passage avec une application numérique.

⁵⁰ . Denis [1997-a, p. 233].

⁵¹ . Lipietz [1983, p. 139].

nécessaire n'a de sens qu'entendue en monnaie. De là vient sans doute la confusion selon laquelle les conceptions de Kalecki et de Boulding réfuteraient celle de Marx. *Il est vrai que c'est la dépense des capitalistes qui règle le niveau global des profits monétaires qu'ils engrangeront. Il est non moins vrai que cette moisson de capital ne serait pas récoltée d'une part si la force de travail n'avait été mise en œuvre pour en faire une réalité matérielle potentiellement convertible en monnaie, et d'autre part si cette force de travail recevait l'équivalent monétaire de tout le produit net.* Les théories keynésienne et post-keynésienne ont le mérite de distinguer profit anticipé et profit réalisé, et Denis a raison de le rappeler. Mais le chaînon manquant est fourni par Marx en allant du profit anticipé au profit créé et au profit réalisé. Omettre l'élément central (doublement central ici), c'est finalement refuser de reconnaître le concept de force de travail⁵². Utiliser la loi de la valeur issue de la théorie de la valeur-travail comme une simple théorie explicative des prix constitue un retour en arrière par rapport à la critique de l'économie politique car elle ne prend sa pleine signification que dans la démystification des rapports sociaux.

Certains auteurs proches du courant de la socio-économie semblent aujourd'hui plaider en faveur d'une démarche apparemment voisine qui consiste à expliquer les prix par les statuts sociaux des vendeurs des marchandises. Y a-t-il convergence avec la critique de l'économie politique ? On peut se référer à la discussion impulsée en France au sein de la *Revue du M.A.U.S.S.* par Paul Jorion⁵³. Son modèle explicatif de la valeur des biens échangés entre un maçon et un savetier se résume à une modulation de la théorie de la valeur-travail par un coefficient représentant la différence de statut social entre les deux producteurs, sans que soient précisés le ou les facteurs déterminant ce coefficient. Or, si l'on voulait innover par rapport à la théorie dite de la valeur-travail, c'est bien cela qu'il s'agirait de faire. Pour illustrer sa thèse selon laquelle « le prix est un effet de frontière reflétant le rapport de forces instantané entre vendeur et acheteur »⁵⁴, Jorion prend deux exemples. Le premier est celui d'une vente aux enchères de biens ayant appartenu à la famille *Von Thun und Taxis* à un prix très supérieur aux estimations préalables ; comment cet exemple peut-il être tenu pour représentatif des lois de reproduction sociale des marchandises ? Le deuxième exemple est celui de la vente de poissons entre pêcheurs et mareyeurs bretons à un prix reflétant le rapport de forces entre ces deux groupes sociaux ; certes, il faut accorder à l'auteur le fait de ne pas restreindre l'échange à une relation entre des individus, mais la distance qui sépare une démarche individualiste d'une démarche holiste ne se réduit pas à envisager le rapport de forces entre deux collections d'individus. Nous continuons de penser que la loi de la valeur esquissée par Marx est bien supérieure à cette vision : le prix du poisson à Quimper ne dépend pas uniquement (on pourrait dire : ne dépend presque pas) du rapport de forces entre pêcheurs et mareyeurs bretons mais plutôt des rapports de forces qui se nouent sur le marché aujourd'hui mondial du poisson, c'est-à-dire des exigences de la reproduction du capital investi dans la pêche, et ailleurs, sur le plan mondial. Autrement dit, le prix du poisson breton ne reflète pas le statut social de ces deux catégories de Bretons, peut-être reflète-t-il l'image du statut que leur envoie le marché global ; leurs poissons ne valent pas ce qu'ils valent eux, mais eux-mêmes voient leur statut social mesuré à l'aune de ce que vaut le poisson en général. Derrière cette discussion, les deux concepts marxistes de travail abstrait et de fétichisme réapparaissent : la dénonciation du fétichisme consiste à dévoiler les relations entre les hommes derrière celle entre les marchandises, ce que fait parfaitement Jorion, mais aussi à relier ces relations aux conditions historiques d'existence et de reproduction de l'ensemble de la société, ce qu'il ne fait pas, nous semble-t-il, dans la mesure où, poussé dans ses retranchements, il fait dépendre en dernier ressort le rapport de forces d'un phénomène de rareté relative des protagonistes⁵⁵, ou, dit plus simplement, à un croisement d'offre et de demande indépendamment des conditions sociales d'ensemble de leur formulation.

La théorie de la valeur comme expression des rapports sociaux ne doit pas être entendue comme expression de rapports entre individus, ni même entre groupes d'individus, mais comme expression des rapports entre les forces sociales structurant la dynamique d'ensemble de la société, c'est-à-dire ici celle du capital.

⁵² . C'est sans doute le concept économique le plus important de Marx ; on pourrait même dire que c'est sa trouvaille la plus originale car l'idée, sinon le terme, de plus-value était déjà présente chez les classiques.

⁵³. Jorion [1994].

⁵⁴. Jorion [1994, p. 162].

⁵⁵. Jorion [1994, p. 164].

3. Ce n'est pas le profit qui pose un problème, c'est l'emploi du mot origine

La critique des analyses du profit et des objections à la théorie de la plus-value doit pour être complète examiner la discussion amenée par la théorie néo-classique et notamment l'école autrichienne. En faisant du coût du décalage temporel représenté par le détour capitaliste un ultime argument contre la théorie de la valeur-travail, Böhm-Bawerk ouvrit la voie à un glissement théorique substituant la question de la justification du profit à celle de son origine. Ce glissement est rendu possible par la confusion entre plusieurs questions :

3.1. D'où vient le profit ? question qui se subdivise en trois sous-questions :

3.1.1. De quelle valeur le profit est-il la contrepartie ?

3.1.2. A quelles occasions les entreprises réalisent-elles des profits et des surprofits ?

3.1.3. A quelle hauteur se fixe le profit ou quelle est la mesure du profit ?

3.2. A quoi sert le profit ?

3.1.1. A la question *De quelle valeur le profit est-il la contrepartie ?*, Marx apporte une réponse : le profit est une partie de la valeur ajoutée nette correspondant au surtravail, la plus-value. Il n'existe pas d'autre réponse à cette question dans la théorie économique⁵⁶. Les autres « réponses » répondent aux autres questions que nous avons énumérées ci-dessus et que nous examinerons plus loin. De ce fait, les tentatives de réfutation de la *théorie* de la plus-value n'ont jamais abouti⁵⁷. Le théorème d'Okishio-Morishima établit que l'existence de la plus-value est une condition nécessaire et suffisante de l'économie capitaliste. Mais nous pensons que, pour avoir une portée, ce théorème doit s'entendre : la plus-value *monétaire* est une condition nécessaire et suffisante du capitalisme. Il s'agit donc bien ici d'une exploitation du travail validée par la vente de la marchandise.

La théorie de la plus-value pourrait être réfutée si on démontrait que la production et la valeur potentielle de celle-ci ne provenaient pas exclusivement du travail humain et si on pouvait trouver une explication de substitution. Or, à ce jour, seules les banques nous invitent à « faire travailler » notre argent⁵⁸ en dévoilant ainsi qu'elles en savent moins qu'Aristote et Thomas d'Aquin qui eux avaient compris que l'argent n'était pas productif. De ce fait, les adversaires de la théorie de la valeur-travail, dans sa version ricardienne ou sa version marxienne, disqualifient celle-ci en la traitant de croyance mais sont obligés de faire appel à une autre croyance, celle du « capital productif ». A ce sujet, Serge Latouche parle de *fantasme de la fécondité du capital*: « La fécondité du capital est un cas particulier du fétichisme de la marchandise »⁵⁹.

⁵⁶. La réponse dite de l'échange échelonné que Paul Fabra [1974] a essayé de développer pour réhabiliter Ricardo face à Marx, bute sur la même difficulté à laquelle s'était heurté sans s'en rendre compte Böhm-Bawerk qui avait confondu les problèmes de l'origine de l'intérêt et du niveau de celui-ci, s'attirant les foudres de Bortkiewicz (cf. Dostaler [1978, p. 159, note 10]). S'il m'a fallu 5 heures, dit Fabra, pour récolter 1200 g de fruits et si je les mets à la disposition d'un salarié, il devra me restituer 1200 g et me verser en plus 1200 g à titre de compensation de la mise à disposition du salaire avancé pendant un laps de temps égal au temps nécessaire à la récolte de 1200 g. La réponse de Fabra présente un vice de forme et un vice de fond. Vice de forme parce que si je procède à un échange échelonné dans le temps (je donne A aujourd'hui et je ne recevrai B que dans un an), alors je ne suis pas privé pendant un an des deux biens puisque, de toute façon, même en cas d'échange immédiat, je n'aurais pu disposer que de B. Vice de fond parce que Fabra confond profit et taux d'actualisation.

⁵⁷. Nous parlons de réfutation de la théorie et non pas de réfutation de l'évaluation du montant de la plus-value. Nous examinerons plus loin la tentative de réfutation de Schumpeter.

⁵⁸. Ou en nous invitant à souscrire à des fonds de pension, comme s'il y avait une génération spontanée du capital [Harribey, 1998-b et 1999-c].

⁵⁹. Latouche [1973, p. 319]. Déjà Marx [1965, p. 1113-1114] avait ironisé à plusieurs reprises sur les vertus prolifiques du capital : « C'est la propriété naturelle du travail qu'en créant de nouvelles valeurs, il conserve les anciennes. A mesure donc que ses moyens de production augmentent d'efficacité, de masse et de valeur, c'est-à-dire à mesure que le mouvement ascendant de sa puissance productive accélère l'accumulation, le travail conserve et éternise, sous des formes toujours nouvelles, une ancienne valeur-capital toujours grossissante. Mais, dans le système du salariat, cette faculté naturelle du travail prend la fausse apparence d'une propriété qui est inhérente au capital et l'éternise ; de même les forces collectives du travail combiné se déguisent en autant de qualités occultes du capital, et l'appropriation continue de surtravail par le capital tourne au miracle, toujours renaissant, de ses vertus prolifiques. » Voir aussi Marx [1968, p. 383]. De la même façon, Keynes [1969, p. 223] refusait d'utiliser la notion de capital productif.

Les économistes n'ont donc le choix qu'entre deux croyances. Mais, une fois n'est pas coutume, sur ce point, les néo-classiques sont complètement isolés face à tous les autres économistes, classiques, marxistes, keynésiens, post-keynésiens, néo-ricardiens⁶⁰ : au sens propre, le travail est le seul *facteur* de production. Il est vrai que cela ne constitue pas une preuve que ces derniers aient raison. Aussi, une fois admise l'idée selon laquelle la théorie de la valeur-travail n'est pas au sens strict une théorie micro-économique des prix, il est possible d'établir la loi macro-sociale suivante selon une version faible et une version forte⁶¹ : la version faible est de considérer comme équivalentes la quantité de travail social (et donc validé) dépensé et la valeur créée pendant une période ; la version forte est de poser que la valeur créée pendant une période a pour seule origine le travail social dépensé. La version faible ne peut être contestée parce qu'elle peut être réduite à une pure convention. La version forte est, elle, un postulat qui sera tenu pour valide tant qu'il n'aura pas été réfuté au sens poppérien. En attendant cette réfutation, il est légitime de considérer qu'il n'existe qu'une seule source de création de valeur ajoutée, le travail, dont la productivité s'élève grâce notamment à l'amélioration du capital technique. Le renversement de la charge de la preuve n'est pas une dérobade intellectuelle car plusieurs éléments peuvent être avancés en faveur de cette légitimité. D'abord, le phénomène (création de valeur ajoutée), l'évolution dans le temps du phénomène (augmentation de la productivité du travail) et les causes de cette évolution (le progrès technique et la mécanisation, l'organisation et l'intensification du travail, la formation) doivent être clairement distingués.⁶² Ensuite, à supposer que le temps justifie l'appropriation du profit, ce n'est pas le temps qui crée la marchandise-contrepartie réelle du profit monétaire. Imaginons un détour de production... improductif : non seulement, un bien de production inutilisé ne sert à produire aucune valeur nouvelle, mais il perd lui-même sa propre valeur puisque celle-ci ne sera jamais transmise dans celle d'un produit final ; transmise par quoi ? par le temps ? non, par le travail de transformation.⁶³ Sans travail, le capital est dévalorisé. Imaginons un cas inverse : automatisation généralisée de la production des biens de production et de celle des biens de consommation. La valeur de la production est alors nulle. Ce cas d'école est un cas limite, au sens mathématique du terme : plus la production s'automatise, c'est-à-dire plus la productivité du travail tend vers l'infini, plus les quantités produites deviennent grandes, mais plus la valeur tend vers zéro.⁶⁴ L'automatisation des

⁶⁰. Par exemple : Pasinetti [1981, p. 199-200] ; Schmitt [1977, p. 36-37].

⁶¹. Pour un plus long développement, voir Harribey [1999-b].

⁶². L'affirmation selon laquelle le travail aurait été autrefois la source du surplus social, donc du profit, mais qu'il ne le serait plus aujourd'hui à cause des techniques modernes, est, sur le plan théorique, dénuée de sens. Ainsi Robin [1994, p. 2] écrit-il : « Notons pourtant qu'au temps où le capitalisme trouvait sa principale source de plus-value, donc de profit, non point dans des technologies encore dans l'enfance, mais dans le travail humain (...) ». L'affirmation selon laquelle « il n'existe plus de rapport clair entre la quantité de travail dépensée, les quantités produites et leur valeur » [Caillé, 1997, p. 42] n'a pas davantage de sens : elle enfourche un lieu commun qui s'exprime par l'énoncé de deux propositions totalement contradictoires : la productivité du travail ne cesse de s'accroître (ce qui est vrai) et la notion de travail productif a de moins en moins de sens (ce qui est exactement le contraire de la proposition précédente). Au fur et à mesure de l'augmentation de la productivité du travail et de la disparition du travail vivant – et pour Marx [1968, p. 284] il s'agit d'une « tautologie » – la valeur d'échange disparaît elle aussi, ce qui est, jusqu'au bout, l'esprit et la lettre de la loi de la valeur.

⁶³. Ce qui vient d'être dit ne signifie pas un retour à une conception de la valeur monétaire préexistante à l'échange. On ne pourrait donc opposer à Marx le fait que la valeur d'un équipement ancien et amortissable doit être constamment révisée (le plus souvent à la baisse) en fonction de la valeur actuelle d'équipements de remplacement puisqu'il en a lui-même tenu compte : « Ce qui détermine la valeur, ce n'est pas le temps de travail déjà incorporé aux produits mais le temps de travail actuellement nécessaire. » [Marx 1967, vol. I, p. 68-69]. Intervient l'obsolescence qui signifie que la validation du travail contenu dans les moyens de production par le marché n'est jamais définitive avant la fin de leur utilisation. Il est donc légitime de parler de travail mort mais l'ampleur de la transmission de celui-ci est soumise aux conditions présentes de la production et du marché. Encore une fois, la validation va estampiller la mesure d'un phénomène en fonction des conditions sociales. Dit autrement, *le fait* de mesurer ne doit pas être confondu avec l'ampleur de cette mesure.

⁶⁴. On peut trouver un tel mode de raisonnement chez un auteur marxiste, ce qui ne surprendra pas, comme Mandel [1964, p. 23] mais aussi, ce qui est plus savoureux, chez Say [1972, p. 334-335, souligné par l'auteur] : « Un pays est d'autant plus riche et mieux pourvu, que le prix des denrées y baisse davantage. Mais je suppose qu'on insiste, et que, pour mettre à l'épreuve un tel principe, on pousse la supposition à l'extrême : *Si d'économies en économies, dira-t-on, les frais de production se réduisaient à rien, il est clair qu'il n'y aurait plus ni rente pour les terres, ni intérêts pour les capitaux, ni profits pour l'industrie: dès lors plus de revenus pour les producteurs.* Dans cette supposition, je dis qu'il n'y aurait plus même de producteurs. Nous serions, relativement à tous les objets de nos besoins, comme nous sommes relativement à

processus de production multiplie les valeurs d'usage dont la valeur d'échange diminue.⁶⁵ L'automatisation totale ne signifiant rien d'autre que l'abondance absolue, voilà, pourrait-on dire, la théorie de la valeur-travail et la loi de la rareté réconciliées. Pas du tout : elles n'ont pas à être réconciliées puisque l'une est incluse dans l'autre. Le travail humain implique (au sens logique : \Rightarrow) la rareté (ou la croyance en la rareté, peu importe ici⁶⁶) : l'existence du premier suppose l'existence de la seconde, c'est-à-dire cette dernière est la condition nécessaire du premier.

Schumpeter consacre tout le chapitre III de *Capitalisme, socialisme et démocratie* à annoncer qu'il va réfuter la théorie de la plus-value mais à notre sens n'y parvient pas. Son argumentation part de l'idée que, la théorie de la valeur-travail n'étant pas confirmée par la réalité des prix⁶⁷, la plus-value n'est plus fondée théoriquement. Le premier point du constat de Schumpeter est conforme à la pensée de Marx et même de Ricardo ; le second point montre qu'il oublie que la plus-value n'a jamais été pour Marx un concept micro-économique mais un concept conçu pour dévoiler la *nature* des rapports sociaux, c'est-à-dire qui a d'emblée une portée systémique. Ensuite, Schumpeter distingue deux types de situation. En situation statique⁶⁸, il pense que, même si la théorie de la valeur-travail était valable pour toutes les marchandises, elle ne pourrait être appliquée à la marchandise travail. Or, précisément, on doit dire au minimum que Marx ne l'applique pas à la marchandise *travail* parce que celui-ci n'en est pas une, mais à la « marchandise » *force de travail*, sinon, effectivement, il y aurait raisonnement circulaire ; et, mieux encore, on doit dire que l'objection tombe complètement avec la conception du salaire monétaire. De plus, Schumpeter affirme qu'en concurrence pure et parfaite, il ne peut y avoir de profits d'exploitation parce qu'autrement tous les employeurs s'efforceraient de développer la production et les profits disparaîtraient en raison de la hausse des salaires inévitable en l'absence de chômage caractérisant la situation de concurrence. Il reprend ainsi la thèse néo-classique selon laquelle le profit est inexistant en concurrence, confondant surprofit et profit déjà comptabilisé comme rémunération du capital. En situation dynamique⁶⁹, Schumpeter explique que, l'économie n'étant jamais en équilibre stable, on pourrait concevoir que tendanciellement les plus-values soient réduites à zéro et recrées en permanence par les modifications de structures, mais, précise-t-il, c'est l'innovation qui concrétise les possibilités de profits⁷⁰. Il confond alors nos questions 3.1.1 et 3.1.2. Enfin,

l'air, à l'eau, que nous consommons sans que personne soit obligé de les produire, et sans que nous soyons obligés de les acheter. Tout le monde est assez riche pour payer ce que coûte l'air ; tout le monde est assez riche pour payer ce que coûteraient tous les produits imaginables : ce serait le comble de la richesse. Il n'y aurait plus d'économie politique ; on n'aurait plus besoin d'apprendre par quels moyens se forment les richesses : on les aurait toutes formées. Quoiqu'il n'y ait pas de produits dont le prix soit tombé à rien et ne vaille pas plus que l'eau commune, il y en a néanmoins dont le prix a éprouvé des baisses prodigieuses, comme le combustible aux lieux où l'on a découvert des houillères ; et toute baisse analogue est sur le chemin de l'état de l'abondance dont je viens de parler. » Si l'on fait abstraction ici des exemples (l'air et l'eau) pris par Say et qui sont devenus avec le temps de mauvais exemples de gratuité au regard de leur pollution, du besoin de l'acheminement de l'eau, et donc de la nécessité de les produire qui en résulte, mais qui, tout de même, *a contrario*, vérifient le raisonnement de l'auteur puisque ces biens, maintenant produits, ont un prix qui a cessé d'être nul, on peut y trouver une confirmation de notre conclusion sur le rapport entre la loi de la valeur et celle de la rareté [Harribey, 1999-b].

⁶⁵ . « Une quantité plus considérable de valeurs d'usage forme évidemment une plus grande *richesse matérielle* ; avec deux habits, on peut habiller deux hommes, avec un habit, on ne peut en habiller qu'un seul, et ainsi de suite. Cependant à une masse croissante de la richesse matérielle peut correspondre un décroissement simultané de sa valeur. Ce mouvement contradictoire provient du *double caractère du travail*. L'efficacité, dans un temps donné, d'un travail utile dépend de sa force productive. Le travail utile devient donc une source plus ou moins abondante de produits en raison directe de l'accroissement ou de la diminution de sa force productive. Par contre, une variation de cette dernière force n'atteint jamais directement le travail représenté dans la valeur. Comme la force productive appartient au travail concret et utile, elle ne saurait plus toucher le travail dès qu'on fait abstraction de sa forme utile. Quelles que soient les variations de sa force productive, le même travail fonctionnant durant le même temps, se fixe toujours dans la même valeur. » [Marx, 1965, p. 574].

⁶⁶ . Pour notre propos ici, le travail implique la rareté, que celle-ci soit une réalité objective ou fantasmée. Le propre de la société moderne en « développement » est d'avoir construit un imaginaire autour de la rareté. L'économie politique fournit le cadre de cette construction.

⁶⁷ . Schumpeter [1979, p. 49] : « l'écart qui sépare la théorie de la valeur-travail et les faits patents de la réalité économique ».

⁶⁸ . Schumpeter [1979, p. 47-48].

⁶⁹ . Schumpeter [1979, p. 48].

⁷⁰ . Schumpeter [1979, p. 53].

Schumpeter affirme péremptoirement la supériorité de la théorie de la valeur-utilité sur celle de la valeur-travail⁷¹ après avoir dénoncé l'hypothèse ricardienne de l'homogénéité du travail, alors que la théorie néo-classique repose également sur l'hypothèse de l'homogénéité des facteurs de production.⁷² Curieusement, il concède⁷³ que les prix relatifs mesurés par les rapports des utilités marginales peuvent sous certaines conditions être proportionnels aux quantités de travail, mais en renversant la causalité et sans se demander si l'égalité des rapports de prix et des rapports d'utilités marginales n'était pas un résultat de l'échange au lieu de fonder celui-ci.

L'inéluctabilité de l'écoulement du temps et la certitude de la mort expliquent que le futur soit déprécié par rapport au présent et que cette dépréciation soit compensée par un taux d'actualisation. Le temps et la mort sont objectifs. Mais la perception de cette dépréciation n'a rien d'objective, de naturelle ou d'universelle. Elle est tout à fait socio-culturelle : lorsque la certitude de la vie dans l'au-delà était présente dans tous les esprits, l'Eglise catholique était tout à fait fondée à condamner le prêt à intérêt. De plus, admettons un instant qu'un taux d'actualisation soit justifié : on prête aujourd'hui un capital d'une valeur de 1000 et on récupère 1100 dans un an. Ce n'est pas l'écoulement du temps qui, de lui même, a engendré un supplément de valeur de 100. Quelque part dans le circuit économique, un travail a été effectué pendant l'écoulement de ce temps. L'aphorisme de Benjamin Franklin « le temps, c'est de l'argent » ne doit pas être mal interprété : le temps n'est de l'argent que s'il est du temps de travail validé. Seule la proposition renversée possède en vérité une signification : l'argent, la valeur, c'est du temps. L'argent n'engendre l'argent que si un travail est effectué.⁷⁴ Cette controverse n'est pas dépassée parce qu'elle est implicite lorsqu'on entend dire que les marchés financiers sont devenus autonomes ou que la sphère financière est déconnectée de la sphère productive. Ce jugement confond l'autonomie de mouvement du capital, qui est devenue quasiment absolue, et l'autonomie du capital quant à son accroissement et son accumulation, qui, sur le plan macroéconomique⁷⁵, ne peut être que nulle. Croire le contraire, c'est être victime de l'illusion de la fécondité du capital.⁷⁶

3.1.2. A la question *A quelles occasions les entreprises réalisent-elles des profits et des surprofits?*, les théoriciens que l'on cite habituellement (J.S. Mill, Schumpeter, Knight) répondent par la récompense de l'abstinence, de l'innovation, du risque, de l'incertitude. Mais cela n'est en rien une réfutation du fait que le profit tiré de la vente des marchandises représente une part de la valeur de ces marchandises, ce qui est une banalité, mais surtout ce n'est pas une réfutation du fait que le profit représente l'équivalent monétaire d'une partie du travail social

⁷¹ . Schumpeter [1979, p. 43].

⁷² . La question de l'hétérogénéité du travail est à notre avis mal résolue par la théorie économique marxiste avec la réduction du travail complexe en travail simple, mais nous la laissons ici de côté car nous l'avons abordée dans Harribey [1997-a et 1997-b].

⁷³ . Schumpeter [1979, p. 43].

⁷⁴ . D'ailleurs, dans la longue citation rapportée par Max Weber [1964, p. 44-45], il apparaît clairement que c'est bien ainsi que Franklin l'entendait : « Souviens-toi que le *temps*, c'est de l'*argent*. Celui qui, pouvant gagner dix shillings par jour en travaillant, se promène ou reste dans sa chambre à paiser la moitié du temps, bien que ses plaisirs, que sa paresse, ne lui coûtent que six pence, celui-là ne doit pas se borner à compter cette seule dépense. Il a dépensé en outre, jeté plutôt, cinq autres shillings. »

⁷⁵ . Nous insistons sur la différence à établir entre *valeur ajoutée* et *valeur captée*, car, bien entendu, tel ou tel capitaliste peut toujours s'enrichir et accumuler du capital en captant les richesses produites ailleurs. On remarquera qu'à chaque époque où le déficit de l'Etat n'est plus financé par création monétaire mais par emprunt auprès des rentiers, l'accumulation du capital se ralentit sur un plan global et l'enrichissement des rentiers se fait par modification à leur avantage du partage de la valeur ajoutée. Tel est le cas actuel en Europe où les taux d'intérêt réels sont de l'ordre de 4 à 5% l'an alors que le taux de croissance économique est environ deux fois moins élevé.

⁷⁶ . C'est cette erreur que commettent certains auteurs dont les intentions critiques sont manifestes mais chez lesquels tout fondement théorique est dramatiquement absent ; l'exemple le plus médiatique étant Forrester [1996]. Le fait que l'économie capitaliste n'ait pas besoin des « surnuméraires » (sauf pour peser sur les salaires) et diminue sans cesse le volume de travail vivant utilisé dans la production n'est pas la preuve que le capital peut s'accumuler sans le travail. C'est simplement la preuve que le travail devient de plus en plus productif. Un point c'est tout. A partir de là, il y a deux grandes manières de gérer cette diminution du volume de travail: ou bien on diminue le nombre de travailleurs tout en laissant inchangée la durée individuelle du travail, ou bien on maintient, voire on augmente, le nombre de travailleurs tout en diminuant la durée individuelle du travail. Sur cette question, voir Harribey [1997-b].

validé.⁷⁷ Ces thèses sont parfaitement compatibles avec celles des classiques et de Marx pour qui les situations de monopole, les avances technologiques permettent à certaines entreprises ou branches de pratiquer des prix dégageant des surprofits par rapport à ceux de leurs concurrents. Dans l'esprit de Marx, il s'agissait de surprofits par rapport aux profits normaux, ces derniers résultant de l'établissement de prix de production.

Les réflexions ouvertes par les circuitistes keynésiens à la suite de Keynes et de Kalecki, concernant la nécessité de la création monétaire pour assurer la réalisation de la plus-value en profit monétaire macro-économique, ne peuvent pas se substituer non plus à une analyse en terme de surtravail pour expliquer l'origine du surplus social dont le profit est l'équivalent monétaire. D'ailleurs, certains circuitistes actuels⁷⁸ se rallient à la thèse de la plus-value pour expliquer « l'origine » du profit.

3.1.3. A la question *A quelle hauteur se fixe le profit ?*, la réponse de la théorie du circuit donne raison à la formule de Kalecki pour qui les capitalistes gagnent ce qu'ils dépensent: le profit

⁷⁷. D'ailleurs John Stuart Mill [1953, p. 194] ne s'y était pas trompé quand il justifiait le profit au nom de l'abstinence et en même temps déclarait : « La cause du profit est que le travail produit plus qu'il n'est nécessaire pour son entretien. (...) Ainsi nous voyons que les profits naissent, non du jeu des échanges, mais de la puissance productive du travail. » Marx [1965, p. 1009] raillera Mill pour une autre raison : parce que celui-ci n'avait pas su distinguer la productivité et le surtravail.

En revanche, la plupart des auteurs contemporains semblent ne pas comprendre le point explicité par Mill. On trouve pourtant une idée voisine chez Van Parijs [1991], mais qui est édulcorée par une succession d'affirmations contradictoires ainsi qu'en témoignent les citations suivantes : « Si utiles que puissent être de telles théories (qui invoquent le risque, l'innovation et la vigilance par exemple) pour expliquer tant l'existence de l'exploitation que la répartition des profits entre les capitalistes, remarquons cependant que l'existence de l'exploitation (au sens marxiste) *explique* l'existence des profits au sens (faible) où la première constitue une condition nécessaire de la seconde. » (p. 136) Dans cette phrase, l'accent mis par l'auteur sur le verbe *expliquer* est correct ; en revanche, l'exploitation, condition nécessaire des profits, devient en outre suffisante dès lors que les marchandises sont vendues. « La différence entre le travail vivant et le capital est que ce dernier présuppose l'"attente", l'"abstinence", l'"épargne" et, éventuellement, le "risque". C'est précisément en cela que constitue la contribution spécifique des capitalistes. » (p. 100) Tout le côté correct de la première phrase est annulé par la seconde dans laquelle, comme beaucoup d'autres, l'auteur ne fait pas la différence entre la justification du profit et sa source. Ou plutôt il argumente en faveur de l'existence de plusieurs sources : « L'honnêteté exige cependant que l'on concède que le terme "expliquer" (ou "source") est utilisé ici dans un sens extrêmement faible, puisque beaucoup d'autres propositions pourraient expliquer en ce même sens l'existence des profits. Définissons par exemple, la *valeur-pétrole* d'un bien comme la quantité de pétrole socialement nécessaire (directement ou indirectement, y compris *via* la reproduction de la force de travail) à sa production. Définissons l'exploitation-pétrole comme suit : un travailleur est *pétrole-exploité* si la valeur-pétrole de sa production excède la valeur-pétrole de sa consommation. L'exploitation-pétrole des travailleurs est, au même titre que leur exploitation(-travail) orthodoxe, une condition nécessaire de l'existence des profits. » (p. 136-137) Jusqu'ici, l'auteur n'a rien fait de plus que mettre en évidence le concept de surplus social ou surproduit (en nature) équivalent (et provenant) du surtravail, mais continuons à le lire. « Et l'on peut aller plus loin. Considérons le pétrole (brut) comme un bien non produit et qualifions de *pétrole exploité* quiconque fournit plus de pétrole que la valeur-pétrole (telle que nous l'avons définie plus haut) à laquelle il a accès grâce à ses revenus. L'exploitation-pétrole des propriétaires de pétrole est, tout comme l'exploitation(-travail) orthodoxe des détenteurs de force de travail, une condition nécessaire de l'existence des profits. Enfin et surtout, considérons au contraire le pétrole comme un bien produit (grâce à la construction et l'entretien de plates-formes d'extraction, etc.). Une certaine quantité de pétrole est indirectement nécessaire à cette production. Une condition nécessaire à l'existence de profits positifs dans l'économie est que la quantité de pétrole affectée à la production d'un baril de pétrole n'excède pas un baril, et que donc le pétrole soit exploité en un sens (tout comme la force de travail est exploitée dès le moment où moins d'une heure de travail est affectée *via* le panier de consommation des travailleurs, à la production d'une heure de travail. » (p. 137) Dans l'hypothèse du deuxième cas de figure de l'auteur, le pétrole est utilisé indirectement, c'est à dire en tant que moyen de production ; si le pétrole devait être *exploité*, c'est le pétrole *direct* qui le serait et non le pétrole *indirect*, tout comme c'est le travail vivant qui est exploité et non le travail mort. Mais le pétrole *direct* n'a aucun sens. Sauf à faire réapparaître le fantasme de la productivité du capital, l'auteur est donc obligé de sous-entendre que la production de pétrole exige du travail vivant (sur les plates-formes). C'est ce travail-là qui sera exploité. Remarquons d'ailleurs le glissement qui avait conduit l'auteur à parler du propriétaire du pétrole qui était (lui, pas le pétrole) *pétrole-exploité*, puis du pétrole qui est *exploité*. Dire que la fraction de baril de pétrole affectée à la production d'un baril entier est *exploitée* n'a pas plus de sens que de dire que le grain de blé que nous semons est *exploité* parce que nous récoltons un épi. Le produit net dégagé (égal, en supposant qu'il n'y a pas d'autre moyen de production que le grain, au nombre de grains de l'épi moins un, ou au baril moins la fraction de baril), à ne pas confondre avec le profit (ou surplus ou surproduit) sera l'objet d'une affectation. C'est cette dernière qui peut faire l'objet d'une analyse en terme d'exploitation.

⁷⁸ . Ceux qui sont allés le plus loin dans l'exploration du circuit, notamment Poulon [1982 et 1996].

global des entreprises s'élèvera à la hauteur de l'investissement net. Ce n'est donc pas le montant du surtravail qui détermine *a priori* le montant du profit. Le surtravail est une condition nécessaire mais non suffisante du profit. Si le surtravail, en même temps que tout le travail social, est validé par la vente, alors la condition nécessaire et suffisante du profit est remplie. Contrairement à l'opinion de Denis, *le fait que ce soit le montant des dépenses capitalistes qui détermine le montant des profits réalisés et par là même qui détermine le montant du surtravail validé, n'infirme en rien l'existence de ce surtravail* : bien au contraire, la réalisation du profit monétaire est la validation sociale de ce surtravail.

3.2. Quant à la question *A quoi sert le profit ?*, les fausses querelles doivent être évitées : qui met en doute qu'une économie d'accumulation doive dégager un surplus ? Certainement pas Marx, théoricien de l'accumulation et qui resta toujours vigilant à distinguer surplus social et surplus de croissance.

Soit la valeur ajoutée nette au cours d'une période = Y , elle est partagée en salaires = wY , et en surplus (profits) = $(1 - w) Y$. Si au cours d'une deuxième période, le produit augmente d'un taux t , le nouveau produit = $(1 + t) Y$, et le surplus de croissance = tY .

a) Si le nouveau produit est partagé en conservant la structure de répartition ancienne,

$$\begin{aligned} \text{salaires} &= wY + wtY = w(1 + t) Y, \\ \text{profits (surplus social)} &= (1 - w) Y + (1 - w) tY = (1 - w) (1 + t) Y. \end{aligned}$$

b) Si les salaires se voyaient attribuer la totalité du surplus de croissance,

$$\begin{aligned} \text{salaires} &= wY + tY = (w + t) Y, \\ \text{et profits (surplus social)} &= (1 - w) Y. \end{aligned}$$

c) Si les profits accaparaient tout le surplus de croissance,

$$\begin{aligned} \text{salaires} &= wY, \\ \text{et profits (surplus social)} &= (1 - w) Y + tY = (1 - w + t) Y. \end{aligned}$$

d) Les deux cas de figure intermédiaires seraient les suivants:

d.1) augmentation des salaires > celle des profits:

$$\begin{aligned} \text{la nouvelle part des salaires dans le produit} &= w' > w(1 + t), \\ \text{et celle des profits (surplus social)} &= (1 - w') < (1 - w)(1 + t); \end{aligned}$$

d.2) augmentation des salaires < celle des profits:

$$\begin{aligned} \text{la nouvelle part des salaires dans le produit} &= w' < w(1 + t), \\ \text{et celle des profits (surplus social)} &= (1 - w') > (1 - w)(1 + t). \end{aligned}$$

Dans aucun des cas de figure a), b), c), d.1) et d.2), le surplus social ne se confond avec le surplus de croissance tY . Dans le seul cas c), l'*accroissement* du surplus social est égal au surplus de croissance tY .

L'existence du surplus social est indépendante de celle du surplus de croissance. Dans un cas de reproduction simple, il peut logiquement exister une société avec ou sans surplus social, c'est-à-dire avec ou sans exploitation. Dans un cas de reproduction élargie de période en période, le surplus social en est une condition nécessaire mais non suffisante : reproduction élargie \Rightarrow surplus social. Pour qu'il y ait reproduction élargie, il faut en outre que le surplus social soit réinvesti.

On voit par là que plusieurs questions sont trop souvent confondues : l'origine du surplus de valeur (et par-delà celle de la valeur), sa répartition et éventuellement sa justification.

Au total, la loi de la valeur de Marx dont est issue la théorie de l'exploitation comme source du profit conserve toute sa place dans une théorie générale du système social capitaliste. Elle est une théorie des rapports sociaux que l'on peut résumer en quelques propositions.

1) Il n'y a pas de valeur ajoutée qui ne soit réductible à du travail social.⁷⁹ *A fortiori*, il n'y a pas de composante de la valeur ajoutée, dont le profit est, qui ne soit réductible à du travail social.

2) La concurrence capitaliste et la tendance à l'accumulation provoquent la redistribution dans l'espace des prix des équivalents monétaires du travail concret effectué dans le temps réel. Telle est l'interprétation que l'on peut raisonnablement donner de l'énoncé marxien : la valeur des marchandises est déterminé par le temps de travail *socialement nécessaire*.

3) La création de monnaie est une anticipation du processus de création de valeur. L'anticipation par le système bancaire de la capacité du système social (en tant que système productif technique couplé à des rapports sociaux) à mettre en oeuvre la force de travail pour valoriser le capital est la condition permissive du « saut périlleux »⁸⁰ de la marchandise, et par voie de conséquence de la réalisation du profit monétaire. En aucun cas, la condition permissive de la valorisation du capital par la force de travail ne saurait être assimilée à la valorisation elle-même. On rejoint ici non seulement l'enseignement de Marx mais aussi celui de Keynes qui distinguait le facteur travail produisant « toute chose » et les éléments environnants facilitant le travail et dans lesquels celui-ci opérait⁸¹.

4) La compatibilité et la complémentarité des approches analytiques marxienne et keynésienne se vérifient dans leur affirmation commune que l'exigence des capitalistes, à savoir le profit pour accroître le capital, nécessite pour être satisfaite une *intelligence* de cette exigence que des « esprits animaux » ne peuvent posséder et que seul l'Etat capitaliste peut exprimer par la création de monnaie centrale.

Les tentatives de proposer des explications du profit alternatives à celle de l'exploitation du travail restent vaines parce qu'elles sont confinées à l'espace du fétichisme de la marchandise et du rapport entre des choses. En rompant avec l'économie politique et avec la critique de celle-ci, elles ne peuvent qu'échouer sur le rivage de la science économique moderne néo-classique qui ne peut pas *penser* l'économie dans un cadre social global, qui a besoin pour légitimer la domination du capital et la marchandisation du monde de nier les formes de l'organisation et de la régulation sociales, variables dans le temps et dans l'espace, et d'ériger celles du capitalisme en lois économiques universelles et intemporelles. Dès lors, évidemment, le profit ne peut plus être le résultat d'une structuration sociale particulière ; il devient, au gré des modes, un miracle du temps qui s'écoule, une récompense de l'abstinence et/ou du risque tombée des cieux, l'enfant d'une matière morte tenue pour féconde, le capital technique.

De tout ce qui précède, il ne faudrait pas déduire que la critique de l'économie politique est achevée. Le chantier, autrement dit le programme de recherche au sens de Lakatos, ouvert par Marx est à poursuivre. Notamment, une analyse cohérente du profit ne pourrait que souffrir des ambiguïtés entourant la notion de salaire, tant il est vrai que le salaire et le profit sont dans une relation linéaire disait Sraffa ou unis dialectiquement disait Marx. En allant plus loin encore, le statut de la force de travail génératrice du profit mérite un réexamen à l'heure où le régime du salariat s'est étendu à la planète entière en même temps que le chômage progresse, ce qui peut apparaître comme un paradoxe alors qu'il s'agit sans doute de l'aboutissement de la loi de la valeur mise au service de l'accumulation.

⁷⁹ . Dans Harribey [1997-b et 1999-b] nous avons essayé de montrer que la valeur des ressources naturelles était inestimable en termes économiques, c'est-à-dire était infinie si elles conditionnaient la survie de l'espèce humaine, et, de ce fait, ne pouvait être réduite à une catégorie économique comme feignent de le croire les économistes néo-classiques. En revanche, la mesure de la valeur économique créée par l'exploitation de ces ressources était réductible à du travail, ce qui n'a rien à voir avec une « valeur économique » intrinsèque des ressources elles-mêmes qui n'a pas de sens.

⁸⁰ . Marx [1965, p. 645].

⁸¹ . Keynes [1969, p. 223].

Bibliographie

- ABRAHAM-FROIS G. [1991], *Dynamique économique*, Paris, Dalloz, 7^o éd.
- BARRERE A. [1990], « Signification générale du circuit: une interprétation », *Economies et Sociétés*, vol. XXIV, n^o 2, Série M.P. n^o 6, p. 9-34.
- BIDET J. [1990], *Théorie de la modernité, suivi de Marx et le marché*, Paris, PUF.
- BOULDING K.E. [1962], *A Reconstruction of Economics*, New York, Science Editions, Inc., 1^o éd. John Wiley & Sons, Inc., 1950.
- CAILLE A. [1997], « Marché et capitalisme, même combat », *Alternatives économiques*, « 500 ans de capitalisme », Hors Série, n^o 33, 3^o trimestre, p. 40-42.
- COMBEMALE P., QUILES J.J. [1990], *L'économie par le circuit : Comprendre la macroéconomie*, Paris, Nathan.
- DE VROEY M. [1985], « La théorie du salaire de Marx: une critique hétérodoxe », *Revue économique*, vol. 36, n^o3, mai, p. 451-480.
- DENIS H. [1995], « Profits payés et profits constatés », *Revue d'économie politique*, vol. 105, n^o 5, septembre-octobre, p. 847-858.
- [1997-a], « Le problème de l'origine du profit », *La Revue du M.A.U.S.S. semestrielle*, n^o 9, 1^{er} semestre, p. 227-235.
- [1997-b], *Profit, équilibre et emploi, Pour une appréhension dialectique de l'économie*, Paris, Economica.
- [1999], *La « loi de Say » sera-t-elle enfin rejetée ? Une nouvelle approche de la surproduction*, Paris, Economica.
- DOSTALER G. [1978], *Valeur et prix, Histoire d'un débat*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, Paris, Maspero, Presses Universitaires de Grenoble.
- DUMENIL G. [1980], *De la valeur aux prix de production, Une réinterprétation de la transformation*, Paris, Economica.
- ELSTER J. [1989], *Karl Marx, Une interprétation analytique*, Paris, PUF.
- EMMANUEL A. [1974], *Le profit et les crises, Une approche nouvelle des contradictions du capitalisme*, Paris, F. Maspero.
- [1985], *La dynamique des inégalités*, Paris, Anthropos.
- FABRA P. [1974], *L'anticapitalisme, Essai de réhabilitation de l'économie politique*, Paris, Arthaud.
- FERRARI J.B. [1991], « La théorie du circuit est-elle pertinente pour l'analyse des profits? », *Revue française d'économie*, vol. VI, n^o 3, été, p. 143-181.
- FOLEY D. [1982], « Value of money, the value of labor power and the marxian transformation problem », *Review of Radical Political Economics*, XIV, p. 37-47.
- FORRESTER V. [1996], *L'horreur économique*, Paris, Fayard.
- GRAZIANI A. [1990], « La théorie du circuit et la théorie macroéconomique de la banque », *Economies et Sociétés*, vol. XXIV, n^o 2, Série M.P. n^o 6, p. 51-62.
- GOUVERNEUR J. [1987], *Manuel d'économie politique marxiste*, Bruxelles, De Boeck-Université.
- HARRIBEY J.M. [1997-a], « Éléments pour une théorie marxienne de l'égalité économique : Théorie de la valeur-travail et répartition des revenus », Communication au Colloque de l'Université Paris-X, CAESAR-FORUM, URA-CNRS 1700, *Actuel Marx*, ERS-CNRS 196, Journées d'études des 27 et 28 novembre, « Marx aujourd'hui : fondements et critique de l'économie politique ».
- [1997-b], *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.
- [1998-a], « Marx : des prix de production au circuit monétaire », dans Bidard C., Hendaoui A., Poulon F. (sous la direction de), *Keynes et Sraffa, recherche de passerelles*, Paris, Cujas, p. 157-176.
- [1998-b], « Répartition ou capitalisation, on ne finance jamais sa propre retraite », *Le Monde*, 3 novembre.
- [1999-a], « La soutenabilité : une question de valeur(s) », Habilitation à diriger des recherches en sciences économiques, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Document de travail du Centre d'Économie du Développement, n^o 34.
- [1999-b], « Il n'y a pas de génération spontanée du capital », Préface à J. Nikonoff, *La comédie des fonds de pension, Une faillite intellectuelle*, Paris, Arléa, p. 259-265.
- JORION P. [1994], « L'économique comme science de l'interaction humaine vue sous l'angle du prix, Vers une physique sociale », *La Revue du M.A.U.S.S. semestrielle*, « Pour une autre économie », Paris, La Découverte, n^o 3, p. 161-181.
- JORLAND G. [1995], *Les paradoxes du capital*, Paris, Odile Jacob.

- KALECKI M. [1971], *Selected essays on the dynamics of capitalist economies*, Cambridge, Cambridge University Press.
- KEBABDJIAN G. [1987], *Les modèles théoriques de la macroéconomie*, Paris, Dunod.
- KEYNES J.M. [1969], *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, Paris, Payot.
- LATOUCHE S. [1973], *Epistémologie et économie, Essai sur une anthropologie sociale freudo-marxiste*, Paris, Ed. Anthropos.
- LAVOIE M. [1987], « Monnaie et production: une synthèse de la théorie du circuit », *Economies et Sociétés*, vol. XXI, n° 9, Série M.P. n° 4, p. 65-101.
- LIPIETZ A. [1983], *Le monde enchanté, De la valeur à l'envol inflationniste*, Paris, La Découverte/Maspéro.
- MANDEL E. [1964], « Initiation à la théorie économique marxiste », *Les Cahiers du Centre d'Economie Socialiste*, Paris, Etudes et Documentation Internationale, n° 39 à 41, 1er février-1er mars.
- MARX K. [1965], *Le Capital, Livre I*, 1867, dans *Oeuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1.
 [1967], *Fondements d'une critique de l'économie politique (Ebauche de 1857-1858)*, Paris, Anthropos, volume I.
 [1968], *Le Capital, Livre II*, 1885, dans *Oeuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.
 [1968], *Le Capital, Livre III*, 1894, dans *Oeuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.
 [1968], *Economie et philosophie (Manuscrits parisiens)*, 1844, dans *Oeuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.
 [1968], *Principes d'une critique de l'économie politique (Ebauche)*, 1857-1858, dans *Oeuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.
 [1968], *Matériaux pour l'économie*, 1861-1865, dans *Oeuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 2.
- MORISHIMA M. [1973], *Marx's Economics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- MILL J.S. [1953], *Principes d'économie politique*, 1848, éd. fr., Paris, Dalloz, Textes choisis et Préface par François Trevous.
- NETTER M. [1990], « Circuit du capital, accumulation et création monétaire: une interprétation néo-marxiste », *Economies et Sociétés*, vol. XXIV, n° 2, Série M.P. n° 6, p. 107-117.
- PARGUEZ A. [1975], *Monnaie et macroéconomie*, Paris, Economica.
- PASINETTI L. [1981], *Structural change and economic growth*, Cambridge University Press.
 [1985], *Leçons sur la théorie de la production*, Paris, Dunod.
- PHILIPPE B. [1990], « Circulation monétaire et transformation du travail non payé en profit », *Economies et Sociétés*, vol. XXIV, n° 2, Série M.P. n° 6, p. 119-128.
- POLANYI K. [1983], *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, 1944, Paris, Gallimard.
- POULON F. [1982], *Macroéconomie approfondie, Equilibre, déséquilibre, circuit*, Paris, Cujas.
 [1996], *Economie générale*, Paris, Dunod, 3^e éd.
- RICARDO D. [1992], *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1821, Paris, GF-Flammarion.
- ROBIN J. [1994], « Un bluff inhumain : l'économie de marché », *Transversales Science/culture*, n° 27, mai-juin, p. 1-3.
- SALAMA P. [1975], *Sur la valeur*, Paris, F. Maspero.
- SALAMA P., HAI HAC T. [1992], *Introduction à l'économie de Marx*, Paris, La Découverte.
- SAY J.B. [1972], *Traité d'économie politique*, 1803, Paris, Calmann-Lévy.
- SCHUMPETER J. [1979], *Capitalisme, socialisme et démocratie*, 1942, éd. fr. 1951, Paris, Payot.
- SCHMITT B. [1977], *L'or, le dollar et la monnaie supranationale*, Paris, Calmann-Lévy.
- SMITH A. [1991], *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, Paris, Calmann-Lévy.
- SRAFFA P. [1970], *Production de marchandises par des marchandises, Prélude à une critique de la théorie économique*, 1960, Paris, Dunod.
- VAN PARIJS P. [1991], *Qu'est ce qu'une société juste? Introduction à la pratique de la philosophie politique*, Paris, Seuil.
- WEBER M. [1964], *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, 1905, Paris, Plon-Agora.
- ZERBATO M. [1988-a], « Une économie mondiale d'endettement appelle-t-elle un nouveau système monétaire international ? », *Economies et Sociétés*, vol. XXII, n° 6-7, Hors Série n° 30, p. 181-197.
 [1988-b], « Circuit keynésien et circuit marxiste », *Documents pour l'enseignement économique et social*, C.N.D.P., n° 73, octobre, p. 22-25.
 [1989], « Bouclage monétaire du circuit et austérité », *Economie appliquée*, tome XLII, n° 1, p. 91-113.
 [1990], « Intérêt, profit et bouclage monétaire du circuit », *Economies et Sociétés*, vol. XXIV, n° 2, Série M.P. n° 6, p. 97-106.